



SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

- Les vœux de la SRSG, Mme Margaret Vogt
- Le mandat du BINUCA est prolongé
- Activités de la Section Politique en 2011
- Activités de l'Unité Genre en 2011
- Activités de la SIU en 2011
- Activités de la SDHJ en 2011
- Activité de la PIU en 2011
- Présentation du Rapport du SGNU sur la RCA et les activités du BINUCA

BONNE ET HEUREUSE ANNEE 2012
Agissons pour la paix



Photo de famille lors de la rencontre entre Mme Margaret Vogt et le staff du BINUCA à la fin de l'année 2011

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

LES VŒUX DE LA REPRESENTANTE SPECIALE ET DU PERSONNEL DU BINUCA POUR 2012

*La Représentante Spéciale du Secrétaire
Général des Nations Unies en
République Centrafricaine
Madame MARGARET VOGT*

et

*le Personnel du Bureau Intégré des Nations Unies
pour la Consolidation de la Paix
en République Centrafricaine (BINUCA)*

*Vous présentent à vous et à vos proches, leurs Vœux de Bonheur, de
Santé et de Prospérité.*

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies proroge le mandat du BINUCA au 31 Janvier 2013

Rappelant ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) sur les femmes, la paix et la sécurité et ses résolutions 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) sur les enfants en période de conflit armé, et rappelant également les conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé, notamment pour ce qui est de l'adoption de plans d'action en vue de mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants par les groupes armés, y compris par les milices d'autodéfense, et rappelant en outre ses résolutions 1265 (1999), 1296 (2000), 1325 (2000), 1612 (2005), 1674 (2006), 1738 (2006), 1820 (2008), 1882 (2009), 1888 (2009) et 1889 (2009) sur la protection des civils dans les conflits armés.

Prenant note du rôle important joué par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) à l'appui des efforts de médiation du Gouvernement centrafricain, le Conseil de sécurité par sa résolution 2031 du 21 Décembre 2011 adoptée à l'unanimité de ses membres, prorogé le mandat du BINUCA jusqu'au 31 janvier 2013. En renouvelant le mandat du BINUCA, le Conseil a suivi la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport sur les activités du Bureau, qu'a présenté le 14 décembre devant le Conseil de Sécurité la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Mme Margaret Vogt.

Aux termes de la résolution adoptée, le Conseil engage le Gouvernement à poursuivre ses consultations avec l'opposition de manière consensuelle et sans exclusive, notamment sur la réforme électorale. En outre, le Gouvernement centrafricain est instam-

ment prié de garantir le respect de la liberté d'expression et de réunion, y compris pour les partis d'opposition, ainsi que de l'état de droit, lesquels sont indispensables à la démocratie. Par ce texte, le Conseil exhorte également les partis d'opposition et le Gouvernement à ouvrir un dialogue constructif pour créer un environnement propice à l'égalité des chances à la veille du prochain cycle électoral.



Conseil de sécurité de l'ONU

Inquiet du manque d'autorité de l'État qui a laissé s'installer un grave vide sécuritaire dans nombre de régions de la République centrafricaine en dehors de la capitale, le Conseil engage le Gouvernement centrafricain et tous les groupes armés à continuer de soutenir l'entreprise de réconciliation nationale en respectant strictement les recommandations du dialogue politique inclusif qui a pris fin en 2008.

Il demande également à tous les groupes armés de coopérer avec le Gouvernement à l'occasion du processus de désarmement, démobilisation et réintégration.

Saluant les efforts faits par le Gouvernement centrafricain pour combattre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) sur son territoire, les membres du Conseil se réjouissent de l'Initiative de coopération régionale lancée par l'Union africaine pour éliminer la LRA et de la nomination d'un Envoyé spécial de l'Union africaine pour coordonner cette activité. Enfin, par la présente résolution, le Conseil engage le Gouvernement centrafricain, la Commission de consolidation de la paix et ses partenaires nationaux et internationaux à honorer leurs engagements découlant du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix.

Information Publique BINUCA

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

ACTIVITES DE LA SECTION POLITIQUE EN 2011

Au cours de l'année 2011, la Section des Affaires Politiques du BINUCA a poursuivi ses fonctions qui consistent à soutenir les efforts nationaux et locaux dans la mise en œuvre des recommandations du dialogue politique inclusive.

Depuis la tenue des élections de janvier 2011, une série d'événements encourageants a eu lieu, notamment la gestion de la crise poste électorale, la signature de différents accords de cessez-le-feu, la Caravane de la Paix et de la Réconciliation, les concertations en vue de la révision du code électoral, et la réunion de l'UNSC.

Sur le plan Politique

La Section des Affaires Politiques a participé à toutes les étapes du processus électoral de 2011 en organisant des forums pour permettre à la classe politique de se réunir afin d'aplanir les divergences sur les questions électorales. Ceci a permis au pays d'organiser des élections législatives et présidentielles dans un climat pacifique. Cependant, les résultats des élections ont donné lieu à une crise profonde, surtout avec la création d'une coalition des partis d'opposition dénommé Front pour l'Annulation et la Reprise des Elections (FARE-2011). A l'origine, l'opposition qui avait pris part activement au premier tour des échéances électorales s'était retirée du processus, estimant que les élections avaient été émaillées d'importantes irrégularités permettant au parti KNK, de gagner les élections présidentielles et de rafler la majorité absolue des sièges de l'Assemblée Nationale.

Pour sortir de la crise, la Section des Affaires Politiques du BINUCA a encouragé les acteurs politiques au dialogue et à la concertation pour discuter sur les points de divergences et les insuffisances constatées lors des élections.

La Section a également assisté le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation dans la mise en place d'un organe indépendant chargé de l'organisation des élections partielles dans 13 circonscriptions électorales. Concernant les recommandations auxquelles sont parvenus les observateurs nationaux, internationaux et la Cour constitutionnelle après les élections de janvier et de mars 2011, notamment sur les faiblesses notées dans l'application de certaines dispositions du code électoral, la Section a appuyé le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation dans l'organisation de la première réunion de concertation sur la révision du Code électoral le 28 et 29 novembre 2011. Cette rencontre est une des étapes de la révision du Code électoral afin que le pays se dote d'institutions démocratiques solides.

La Section des Affaires Politiques a pris une part active dans la

préparation de la 33^{ème} réunion ministérielle du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies chargé des Questions de sécurité en Afrique centrale qui s'est tenue à Bangui du 5 au 9 décembre 2011.

La Section des Affaires Politiques apporte un appui technique au Secrétariat PBF dans la coordination et le suivi des projets financés par le Fonds de consolidation de la Paix pour aider à la réalisation de ces projets afin de renforcer la cohésion sociale et le développement.



Officiels de la caravane de la Paix à Bria

Sur le plan Sécuritaire

La Section des Affaires Politiques a assisté le gouvernement centrafricain dans ses démarches auprès des mouvements politico-militaires, notamment la Convention des Patriotes pour la Justice et Paix (CPJP). Ceci a abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu entre la CPJP et le gouvernement le 12 juin 2011. Les deux parties se sont engagées à négocier afin que la CPJP intègre l'Accord de Paix Global de Libreville de 2008 et s'engage dans le processus de DDR. La Section a également assisté le gouvernement centrafricain et le

Conseil National de la Médiation dans la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les ex-rébellions de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) et de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) le samedi 8 octobre 2011, après les violents affrontements qui ont fait en septembre dernier plus de 45 morts à Bria (nord-est). Ces deux groupes armés tous originaires de la Vakaga (nord-est) se sont engagés à respecter la Constitution de la République Centrafricaine, à retirer leurs troupes respectifs de la ville de Bria et à retourner dans leurs bases respectives.

Dans le but de rassurer les populations des zones affectées par les conflits armés sur la dynamique de paix en cours, la Section Politique a contribué aux préparatifs et a pris une part active à la Caravane de la Paix et de la Réconciliation qui s'est déroulée du 14-19 novembre dans trois préfectures du Nord-est, à savoir Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto et Vakaga.

La Section a également apporté sa contribution aux efforts visant à régler les problèmes posés par les deux groupes armés étrangers qui constituent toujours une sérieuse menace pour le processus de paix et la sécurité en RCA. Il s'agit du Front Populaire pour le Redressement (FPR), dirigé par le général auto-proclamé tchadien Abdel Kader alias Baba Laddé, et de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) du rebelle ougandais Joseph Kony, groupes sur lesquels la section rassemble et analyse les données susceptibles d'orienter toute prise de décision.

J.F.J.E.

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

ACTIVITES DE L'UNITE GENRE EN 2011

L'Unité Genre du BINUCA a pour mission de promouvoir le principe d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes. Cette Unité aide à la participation de la femme aux instances de prise de décision et à la consolidation de la paix. Elle œuvre pour la lutte contre les violences basées sur le Genre et contre toute forme de violences en situation de conflit.

L'Unité Genre travaille conformément à la résolution 1325 qui porte sur les femmes, la paix et la sécurité qui voudrait qu'il y ait plus de participation des femmes dans les instances de prise de décision et qu'il y ait aussi une protection des femmes par rapport à toutes formes de violences et de discrimination.

Sur le terrain cette Unité réalise des campagnes de sensibilisation à l'endroit des décideurs tant politiques que communautaires, des populations et des femmes elles-mêmes. Elle fait aussi des actions de plaidoyer en faveur de la promotion des principes d'équité et d'égalité et forme des femmes pour qu'elles soient mieux outillées afin de pouvoir jouer le rôle qu'on attend d'elles.

L'Unité Genre est membre du groupe thématique « Genre et Développement » au sein duquel toutes les Agences du système des Nations Unies en RCA se retrouvent pour coordonner leurs actions et entreprendre des actions conjointes. A titre d'exemple pour 2011 cette Unité a apporté son appui au Gouvernement lors de la célébration du 100^{ème} anniversaire de la Journée Internationale de la Femme. Cet appui s'est fait en soutenant la Journée de plaidoyer en faveur de la Femme à l'Assemblée Nationale et des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer au niveau des lycées professionnels pour encourager les filles à embrasser les carrières scientifiques. Elle a aussi appuyé lors de la remise de semences à des femmes des organisations nationales pour l'amélioration de leurs cultures.

Avec pour principaux partenaires le Ministère des Affaires sociale et la société civile cette Unité a formé les femmes candidates ou celles qui avaient l'intention de se présenter aux élections sur la technique de campagne et le leadership, action concourant à l'accès des femmes dans les instances de prise de décision.

Concernant les violences faites aux femmes cette entité a appuyé la société civile à l'exemple de la sensibilisation et de la formation des associations locales initiées par les ONG nationales dans la commune du Zaïre près de Kaga-Bandoro. Lors des sensibilisations à l'endroit des autorités et de la population, un accent est mis pour l'éradication de violences faites aux femmes et aux jeunes filles.

L'Unité Genre encourage les femmes à développer un professionnalisme, à être solidaires et à aller vers les instances de décision pour faire entendre leurs voix et s'impliquer dans la consolidation de la paix. A l'endroit des décideurs, l'Unité

Genre sensibilise pour croire à la capacité des Femmes et de donner l'opportunité à celle-ci de prouver ce dont elle est capable.

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes célébré le 25 novembre 2011, en partenariat avec le Ministère des Affaires sociales il a été organisé sur toute l'étendue du territoire centrafricain, la Campagne des 16 Jours sous le thème « *Tous unis pour mettre fin à la violence contre les femmes* ». Le but de cette campagne est de pousser la population à changer de comportement vis-à-vis des femmes.

Après son lancement par la Ministre des Affaires Sociale Mme Marguerite Petrokoni Zézé au Stade 20.000 places en présence de des diplomates onusiens, une série d'activités a eu lieu dans tout le pays. Plus de 200 étudiants ont pris part à l'Université de Bangui aux débats centrés sur les questions liées à la violence



Leaders des jeunes à la formation au CPJ

basée sur le Genre, les droits et devoirs des étudiants et la protection juridique des victimes de ces violences. Il a aussi été intensifié lors de ces débats la lutte contre la pratique dite « Note Sexuellement Transmissible ».

Du côté de la société civile, la protection de la femme et des enfants, le harcèlement sexuel, la prévention et la gestion des conflits ont été abordés lors de la formation, par le Réseau des organisations de la jeunesse en droits de l'homme, de plus de 500 leaders des organisations de la jeunesse venus des 8 arrondissements de Bangui, Bégoua et

Bimbo. A l'exemple de Bouar et de Bossangoa, les activistes ont débattu à Bambari sur les thèmes liés à l'excision, au mariage précoce et aux effets néfastes de la tradition sur la centrafricaine.

L'Unité Genre a apporté son appui lors du 4^{ème} Sommet ordinaire de la Conférence internationale des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Région des Grands Lacs (CIRGL) et la Session Spéciale sur la violence sexuelle et sexiste dans la région des Grands Lacs qui a eu lieu à Kampala (Ouganda) le 16 Décembre 2011 en parrainant la participation de la représentante centrafricaine du Forum national des femmes sur la violence sexuelle et sexiste et la responsable Genre du BINUCA. Le but de leur présence était de promouvoir une meilleure compréhension de l'impact des conflits armés sur les femmes et les filles, en particulier dans la sous-région et de renforcer les mécanismes en place pour intégrer les ressources à l'appui des efforts du gouvernement centrafricain. Ces efforts permettront de prévenir, d'éradiquer et de répondre aux femmes face aux crimes basés sur le Genre dans la société.

G.A.T

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

ACTIVITES DE L'UNITE DES INSTITUTIONS DE SECURITE EN 2011

L'année 2011 a été marquée par l'arrivée progressive du personnel de la Section des Institutions de Sécurité (SIU) à Bangui. La SIU est ainsi composée : Un chef d'Unité, un Senior SSR Advisor, Un Officier SSR, Un Officier DDR, Deux Officiers Supérieurs de l'Armée, Deux Officiers Supérieurs de Police.

La SIU s'est attelée cette année à exécuter ses missions telles qu'elles ressortent des missions du BINUCA décrites dans la Déclaration du Président du Conseil de Sécurité S/PRST/2007/3 du 21 Fév. 2007 et mettant clairement l'accent principal sur l'appui actif aux Autorités Centrafricaines sur les dossiers de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) et le processus de Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR). Dans ce cadre, on peut citer plusieurs activités menées par la SIU au profit du partenaire centrafricain.

L'appui à la relance de la RSS en RCA

Cet appui s'est fait particulièrement au Secrétariat Technique Permanent de la RSS (STP/RSS) pour la préparation de la Table Ronde des Partenaires tenue en Octobre 2011 à Bruxelles et l'élaboration d'une stratégie consolidée RSS du moyen terme.

La conduite d'une mission des Nations Unies pour l'évaluation du programme DDR et de la RSS en RCA

La mission conjointe a séjourné en Centrafrique du 18 au 22 Juillet 2011. Elle était dirigée par le Chef SIU et composée du personnel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du Département des Nations Unies pour le Maintien de la Paix (DPKO) et du Département des Affaires Politiques des Nations Unies (DPA). Basée sur les développements récents, le mandat du BINUCA et les programmes des Nations Unies en cours dans le pays, la mission d'évaluation a eu pour objectifs, entre autres :

- de faire l'examen de la situation actuelle et les réalisations à ce jour en matière de DDR, RSS et le lien entre les deux processus;
- d'identifier ce qui doit être fait pour formuler et développer une approche plus globale de la stratégie du DDR et de la RSS qui permettrait de mieux intégrer les deux processus et les programmes connexes et identifier les liens et les synergies avec le Plan décennal de la Réforme du Secteur de la Justice ;
- .de formuler des recommandations en ce qui concerne le positionnement futur de l'ONU pour mieux répondre aux évolutions de la situation d'une manière conjointe, globale et complémentaire. Une visite sur le site a eu lieu avant la fin des travaux.

Le soutien à plusieurs formations organisées régulièrement depuis plusieurs années au niveau des Forces Armées Centrafricaines (FACA/gendarmerie) et de la Police d'une part et d'autre part l'amélioration des conditions de travail et d'études pour les FACA.

Il s'agit des formations du Certificat technique élémentaire de Génie et des Transmissions et du Certificat technique santé. Dans ce cadre 157 stagiaires (promotions 2009/2010) ont reçu leurs diplômes. En outre des matériels d'une valeur de plus de 19 millions FCFA, ont été remis aux Forces Armées Centrafricaines (FACA) par l'Unité des Institutions de Sécurité (SIU) du BINUCA pour l'amélioration des conditions d'études au Bataillon de

Soutien et au Camp Fidel OBROU. En ce qui concerne la Gendarmerie il faut citer la formation de 80 officiers de Police judiciaire dont 04 personnel féminin. Quant à la Police, elle a bénéficié d'une formation de 56 cadres et agents en Maintien de l'ordre et d'une formation de vingt(20) Gardiens de la paix en self défense, initiation au judo, gestes et techniques professionnelles d'intervention.

L'appui technique à l'organisation du dispositif sécuritaire lors de la Caravane de la Paix

La vulgarisation de la RSS au niveau de la Police Centrafricaine au profit de 80 commissaires et officiers de police et l'installation d'un Centre Informatique à l'Ecole Nationale de Police avec 11 ordinateurs.

La coordination des activités du Groupe de Travail en RCA dans la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA)

Le Groupe de Travail International sur la LRA permet d'avoir plus d'informations et de coordonner avec les partenaires les actions à mener. La MNUS, la MONUSCO et le BINUCA ont mis en place un cadre de concertation pour mieux coordonner leurs actions. Les objectifs de cette mission sont :

- évaluer l'évolution de la LRA depuis l'échec des pourparlers de Juba en 2008 ;
- voir les efforts actuels pour pallier aux problèmes causés par la présence de la LRA ;
- évaluer le rôle de la politique des Nations Unies pour relever le défi de la LRA ;
- revoir les outils et les capacités face aux menaces de la LRA dans la sous-région.



L'appui au projet de construction en RCA de 2 casernes militaires et 5 brigades de gendarmerie à l'intérieur sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix (projet PBF/CAF/B-4).

Il est prévu de construire une caserne à Bossangoa et de consolider celle de Bria. La réalisation de ces infrastructures entre dans le cadre des objectifs à moyen terme de la RSS à savoir la transformation des FACA d'une armée de projection en une armée de garnison.

En collaboration avec la mission DPKO, l'élaboration d'un projet de Mécanisme conjoint de vérification (JVM) dans le cadre de l'Accord de Cessez-le-feu du 08 Octobre 2011 entre l'UFDR et la CPJP.

Dans une situation post-conflit, le relèvement et la stabilisation d'un Etat passent inexorablement par la Réforme de son Secteur de la Sécurité et par la réduction du nombre de personnes armées (ayant souvent crû exagérément pendant le conflit et ayant profité de l'économie parallèle générée par celui-ci).

L'objectif de la RSS vise donc à rétablir la confiance de la population en l'Etat comme fournisseur principal de Sécurité et de Justice conformément aux aspirations de celle-ci. Cette réforme vise non seulement les 'acteurs classiques' de la Sécurité (tels que Armée, Police, Justice,...) mais également les 'thèmes transversaux (tels que Contrôle parlementaire, Rôle de la société civile et des média, ...). Il s'agit donc d'une réforme délicate, holistique et globale qui s'inscrit dans la durée et dans le respect total de la souveraineté nationale du Partenaire.

E.J. D.F.

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

ACTIVITES DE LA SECTION DROITS DE L'HOMME ET JUSTICE EN 2011

La Section Droits de l'Homme et Justice du BINUCA s'occupe des problèmes liés au respect des Droits de l'Homme et à l'observance des règles dans le cadre de la Consolidation de la Paix en Centrafrique.

Elle a pour tâche :

- L'observation, les investigations et le conseil aux victimes ;
- L'organisation de formations sur le renforcement des capacités des institutions nationales et de la société civile dans le domaine de la protection et de la promotion des Droits de l'Homme;
- La production de rapports publics et thématiques sur la situation des Droits de l'Homme en RCA.

Cette section travaille avec les institutions nationales, les ONGs et la société civile. Elle assiste en observateur aux procès devant les cours et tribunaux et participe aux missions inter agences d'évaluation de la situation humanitaire et des Droits de l'Homme dans le pays.

Dans le cadre de son mandat la Section Droit de l'Homme et Justice (SDHJ) a effectué en 2011 plus d'une trentaine de missions sur le terrain pour suivre la situation générale des droits de l'homme et discuter avec les autorités nationales et locales des constats effectués.



Cette Section a accompagné le gouvernement centrafricain dans la réforme de l'administration pénitentiaire.

Parmi les réalisations on peut citer :

- Une loi adoptée par le parlement le 22 décembre 2011 sur les principes fondamentaux du régime pénitentiaire en RCA,
- Le recrutement des 46 régisseurs des prisons est finalisé et les fonds disponibles pour commencer la formation l'année prochaine.
- La loi sur la Commission Nationale des Libertés Fondamentales est en discussion au niveau du parlement.
- La facilité pour la participation des autorités nationales à plusieurs séminaires et conférences internationales sur les droits de l'homme afin de leur permettre d'avoir un dialogue constructif avec les institutions internationales et onusiennes des droits de l'homme.
- Avec le PNUD, le Ministère de la Justice a été accompagné dans la mise en œuvre du plan décennal de la Réforme de la Justice.
- La participation à l'élaboration du DSRP et de l'UNDAF par la mise de la problématique des droits de l'homme au centre des préoccupations du Gouvernement et de la famille onusienne, ce qui s'est traduit par la mise au point de deux documents de référence pour l'action de promotion et de protection des droits de l'homme.

La SDHJ de Bangui a aussi fait le suivi de plusieurs cas de violations des droits de l'homme, notamment celles liées à

l'atteinte à la vie ou tentative d'assassinat, d'arrestation et de détention arbitraire, ainsi qu'à de nombreux cas d'atteinte au droit à la liberté (d'aller et de venir) et de la sûreté de la personne.

Les relations avec les partenaires en RCA comme dans la région (Centre Régional pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, Bureau de la Conférence pour les Grands Lacs) ont permis de participer aux discussions régionales et sous régionales sur les droits de l'homme.

Les bureaux régionaux de la SDHJ du BINUCA ont, quant à eux, largement contribué à l'effort de promotion et de surveillance générale de la situation des droits de l'homme et de celle liée à la sécurité à l'intérieur du pays notamment dans les trois bureaux que sont Bouar, Bossangoa et Bambari.

A Bouar, les officiers des droits de l'homme ont mis l'accent au cours de l'année 2011 sur le renforcement des capacités des membres de la société civile, partenaires privilégiés dans la promotion et la protection des droits de l'homme au sein de la population. Quatre formations organisées à cet effet à leur intention ont permis aux membres des ONG locales des quatre préfectures que compte ce bureau régional de Bouar de se ressourcer. Au cours des campagnes de sensibilisation, l'accent a été mis sur la scolarisation des enfants en général, celle des filles et des peuhls en particulier.

A Bossangoa, le bureau régional de la localité s'est appesanti en 2011, au cours de ses missions de promotion des droits de l'homme et de monitoring des violation des droits de l'homme, sur la lutte contre la justice populaire engendrée par la recrudescence de nombreux cas de dénonciation de Pratique de Charlatanisme et de Sorcellerie (PCS).

A Bambari, le bureau régional a organisé plusieurs missions de formation sur le terrain en 2011 au cours desquelles, les capacités des membres de la société civile et des agents d'application des lois sur les droits de l'homme ont été renforcées. Le volet sensibilisation des populations a été axé sur la lutte contre les mutilations génitales des filles couramment pratiquée dans ladite localité.

Malgré ce travail, il est évident que beaucoup reste à faire. La situation générale des droits de l'homme ne s'est pas améliorée. Des violations graves continuent et le Gouvernement a des difficultés à protéger les droits de ses populations. En 2012, nous devons redoubler d'efforts pour qu'il y ait une certaine amélioration dans la situation des droits de l'homme et de la justice en RCA. Pour cela, nos procédures de travail internes et nos priorités doivent être mieux affinées. La mission d'évaluation prévue en Janvier 2012 nous permettra d'aller dans ce sens.

R.O

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

ACTIVITES DE LA SECTION INFORMATION PUBLIQUE EN 2011

La Section Information Publique, vitrine du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en Centrafrique (BINUCA), assure la couverture médiatique des événements organisés tant par le BINUCA que les autres Agences des Nations Unies dans le cadre de l'intégration des Nations Unies en RCA.

Durant l'année écoulée, la Section Information Publique a abattu des tâches sur instruction de Mme la SRSG, parmi lesquelles on peut citer:

- L'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication de la mission ;
- La couverture médiatique des activités des différentes Sections du BINUCA ;
- La planification des actions à mener, dans le sens de la visibilité du BINUCA ;
- Le renforcement des capacités des acteurs de la communication, à travers le Groupe de Communication du Système des Nations Unies ;
- La mise à jour et la gestion du site web du BINUCA.

Par ailleurs, d'autres réalisations suivantes ont fait partie du plan de travail de la Section Info:

- **La production de l'émission radiophonique, 'Culture de la Paix'**, mettant en valeurs les réalisations des différentes Sections du BINUCA, en incitant à la participation locale de la population pour accompagner les efforts du BINUCA en faveur de la Paix. L'objectif est de promouvoir un comportement social concourant à la consolidation de la Paix en Centrafrique, la tolérance, les idéaux universels des Nations Unies, le respect des Droits de l'Homme, l'égalité des sexes, le développement socio-économique du peuple centrafricain et le respect du droit international. Cette émission est diffusée, toutes les semaines, sur les Radios partenaires à savoir Radio Ndeke Luka (RNL), Radio Notre Dame (RND) et Radio Maïgaro à Bouar. La version en Sango de cette émission permet de toucher un large public, surtout les populations des zones reculées ;

- **La réalisation de l'émission audiovisuelle, 'ONU-Magazine'**, sur Télé Centrafrique. Cette production regroupe les différentes activités du BINUCA et des autres agences du Systèmes des Nations Unies du mois

écoulé.

- **La confection du bulletin mensuel d'information, 'BINUCA Infos'**, à l'endroit du personnel du BINUCA, des partenaires et de la population ;

- **La mise à jour du site web du BINUCA** pour la visibilité numérique de la mission tant bien à l'endroit du public local qu'international;

- **Dans le cadre du renforcement des capacités deux formations** ont été réalisées dans les domaines du journalisme et des Droits de l'Homme à l'endroit des Journalistes des radios rurales et communautaires et des acteurs de Droits de l'homme à Bouar et à Bossangoa.

- **Dans le cadre de la Réconciliation Nationale**, la Section de l'information publique a organisé des campagnes de sensibilisation pour la consolidation de la paix et le respect des Droits de l'Homme à l'attention de la population de Bouar et de Bossangoa. Elle a aussi pris une part active lors de la campagne de sensibilisation pour la culture de la paix dans les villes de Kaga Bandoro, de Dékoa, de Sibut et de Damara.

- **En plus des médias nationaux et internationaux** qui sont ses premiers partenaires, la Section Information du BINUCA a travaillé avec les autres agences du Système des Nations Unies, les ONGs, les Associations œuvrant pour la consolidation de la Paix et l'Université de Bangui qui s'occupe de la formation des journalistes. Ses autres partenaires étant l'Institut Panos Paris, le Réseau des Journalistes de Droits de l'Homme (RJDH), Internews, le Haut Conseil de la Communication (HCC), le Ministère de la Communication, l'Union des Journalistes de Centrafrique (UJCA), l'Association des Femmes professionnelles des Médias (AFPC), l'Observatoire des Médias centrafricains (OMCA) et le Groupement des Editeurs de la Presse Privée Indépendante (GEPPIC).

Enfin la Section Information a pris durant 2011 une part active dans l'organisation des Journées internationales, principalement la *Journée de la Paix* (21 septembre) et des conférences de presse dans le cadre des activités du BINUCA et des Nations Unies. Le public peut consulter au sein de cette Section les archives sur la paix en Centrafrique, depuis la présence effective de l'ONU sur le terrain.



O.K

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

Présentation du Rapport du SGNU sur la situation en RCA et les activités du BINUCA

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine, Mme Margaret Vogt, a présenté le 14 Décembre 2011 devant le Conseil de Sécurité le Rapport du Secrétaire général sur la RCA et les activités du BINUCA.

Au cours d'une période marquée par la tenue des élections législatives partielles du 4 septembre, des progrès enregistrés dans le processus du DDR avec la détérioration de la sécurité dans le nord-est à la suite des affrontements entre deux groupes armés et de l'engagement pris par le dernier groupe armé d'adhérer à l'Accord de paix global de Libreville, Mme Vogt a déclaré « qu'il faudrait agir vite pour empêcher qu'un nouveau cycle de conflit généralisé ne conduise à la désintégration du pays ».

Mme Vogt a prévenu qu'un échec dans la mobilisation des ressources financières pour achever le désarmement dans le nord et le nord-est du pays, « où tous les partis politico-militaires attendent avec appréhension le désarmement de leurs forces », pourrait se traduire par un retour de la violence. « Le Gouvernement a besoin de 3 millions de dollars pour mener à son terme le programme de désarmement à l'échelle du pays et de 19 millions de dollars pour son programme de réintégration », a-t-elle déclaré.

Les gains enregistrés dans le nord-ouest du pays, où les opérations de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) initiées par le Président centrafricain ont permis la démobilisation de 4 800 anciens combattants, pour l'essentiel d'anciens rebelles de l'Armée populaire pour la restauration de la République et la démocratie (APRD), pourraient également être compromis, a-t-elle fait remarquer, en rappelant que la majorité de ces anciens combattants sont toujours dans l'attente des modalités de leur réintégration.

Si la dynamique de paix initiée entre le Gouvernement et les groupes politico-militaires est devenue une réalité, le manque de ressources financières pour achever le processus de DDR et pour initier le prochain stade de

la réforme du secteur de la sécurité pourrait conduire la République centrafricaine à une catastrophe, a averti la Représentante spéciale. Un échec dans la consolidation de la paix accroîtrait, a-t-elle ajouté, le risque pour la République centrafricaine de devenir un sanctuaire pour les brigands et groupes rebelles opérant dans la région. La Représentante spéciale a indiqué que lors du passage d'une « caravane de la paix et la réconciliation », à la mi-novembre, dans les villes du nord-est du pays touchées par la violence, les responsables de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) et l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) avaient plaidé pour une mise en œuvre rapide du programme de DDR pour leurs propres combattants.

« Nous devons aller au-delà de cette caravane et établir des processus permettant aux communautés locales de s'impliquer dans la prévention et le règlement des conflits dans les zones concernées », a-t-elle affirmé.



Mme Margaret Vogt au Conseil de Sécurité de l'ONU

Le Premier Ministre de la République centrafricaine, M. Faustin Archange Touadera, qui participait également à la réunion du Conseil, a rappelé, pour sa part, que le Gouvernement avait signé, le 12 juin dernier, un accord de cessez-le-feu avec le groupe de rebelles de la CPJP qui préfigure l'adhésion de celle-ci à l'Accord de paix global de Libreville de 2008. Le Premier Ministre a ensuite précisé que les opérations de DDR vont entrer dans une deuxième phase et se poursuivre dans le centre-nord et la partie nord-est du territoire où se trouvaient les foyers des deux groupes de rebelles, la CPJP et l'UFDR. « Cette deuxième phase se heurte à un manque de financement qui pourrait anéantir tous les efforts entrepris à ce jour », a déploré M. Touadera, en se faisant l'écho des préoccupations de la Représentante spéciale.

Concernant la réforme du secteur de la sécurité, le Premier Ministre a indiqué que si les actions à court terme avaient été engagées avec succès par le Gouvernement centrafricain, celles à moyen et long termes, qui impliquent le concours des partenaires, marquent le pas et méritent une attention particulière de la communauté internationale.

Suite Page 9

SPECIAL BILAN DES ACTIVITES 2011 DU BINUCA

Présentation du Rapport du SGNU sur la situation en RCA et les activités du BINUCA (suite)



S'exprimant en sa qualité de Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix (CCP), l'Ambassadeur Jan Grauls, de la Belgique, également convié à prendre part à la réunion de ce jour, a souligné, dans le droit fil des exposés de Mme Vogt et de M. Touadera, que le financement de la réintégration des

ex-combattants restait un défi « urgent ». « Le Fonds pour la consolidation de la paix et la Banque mondiale examinent les moyens de contribuer à un tel financement », a-t-il dit.

Sur le plan politique, la situation s'est considérablement améliorée, s'est félicitée Mme Vogt. Elle a ainsi salué l'approche consensuelle adoptée par le Gouvernement centrafricain concernant la réforme du Code électoral et la création d'un organe électoral permanent chargé d'organiser les futures consultations électorales. L'accord du Gouvernement de s'engager à ce sujet dans une consultation avec tous les partis politiques, ainsi qu'avec la société civile, constitue une avancée « aussi importante qu'inattendue », a-t-elle souligné. Mme Vogt a rappelé que les partis politiques et la société civile étaient en faveur de la mise en place d'un organe électoral qui serait indépendant vis-à-vis du Ministère centrafricain de l'administration territoriale et de la décentralisation.



Mme Vogt a estimé qu'il était important que le Conseil adresse un signal fort au FPR pour qu'il cesse de harceler la population, dépose les armes et retourne au Tchad. « Baba Lade doit quitter sans conditions la République centrafricaine », a renchéri M. Touadera, qui a précisé que tous

les moyens légaux seront utilisés pour faciliter son départ, en commençant par le dialogue.

Concernant la menace posée par l'ARS, la Représentante spéciale a déclaré que le déploiement de conseillers militaires américains dans la sous-région était bienvenu, tandis que le Premier Ministre centrafricain a assuré que son pays était déterminé à combattre l'ARS, aux côtés « de tous les pays qui ont compris que cette situation barbare ne pouvait demeurer l'affaire de quelques États victimes des crimes de ces bandits ».

Pour sa part, le Premier Ministre de la République centrafricaine a affirmé que cette récente consultation avec les

partis politiques de l'opposition démocratique constituait une voie à suivre pour asseoir la permanence d'un dialogue.

M. Grauls a, quant à lui, déclaré que la Commission de consolidation de la paix encourageait le Gouvernement de la République centrafricaine à étendre l'approche inclusive, qui avait prévalu lors de la tenue des élections législatives de 2011, à tous les principaux domaines de politique publique. « Il importe aussi d'améliorer la gestion des finances publiques afin de rétablir les relations avec le Fonds monétaire international (FMI) », a-t-il ajouté.



Le Premier Ministre, appuyé en ce sens par la Représentante spéciale et le Président de la formation République centrafricaine de la CCP, a souligné la menace sérieuse que continuaient de poser pour la sécurité dans la région le Front populaire pour le redressement

(FPR) dirigé par le soi-disant général tchadien Baba Lade et l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) du rebelle ougandais Joseph Kony. « Au moment où s'estompent les rébellions internes à la faveur de l'Accord de paix global de Libreville, les incursions de l'ARS et la présence sur notre territoire de la rébellion tchadienne constituent un défi majeur pour la République centrafricaine », a ainsi affirmé le Premier Ministre.

Enfin, M. Grauls a fait observer que la présence de groupes armés d'origine étrangère, en particulier la LRA et le FPR, continuait de déstabiliser l'Afrique centrale, sans compter les mercenaires venus de Libye qui rejoignent ces groupes armés.

BINUCA INFO

Une publication du Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique

Coordination :

Ousmane KABA

E-mail : kaba@un.org

Site web: binuca.unmissions.org

Rédacteurs :

Ousmane KABA

Boris NGOAGOUNI

Pierrette PADOUNZI

Renner ONANA

Jean Francis JOH EPOKO

Gladys TENI ATINGA

E.Junior De FABRIBECKERS

Photos

Serge NYA-NANA

Information Publique BINUCA